

limitées, mais forts du poids national de la Ligue, nous avons à lutter sur deux fronts :

-il nous faut faire pièce aux forces ultra-gauchistes et travailler à leur liquidation politique.

-Il nous faut intervenir dans la crise du mouvement étudiant traditionnel (UNEF) en vue de hâter sa désagrégation.

En raison du rapport des forces existant, nous sommes contraints de tenir le plus grand compte tactiquement de nos adversaires et de ne pas hésiter à les utiliser les-uns contre les-autres. Ce que l'AJS dénonce comme le centrisme de la Ligue, s'appuyant tantôt sur les mao-spontex contre l'AJS (comités de lutte, condamnation du raid AJS sur Vincennes) ; puis sur l'AJS contre les mao-spontex (meeting du 6 mars à Nanterre, projet du front contre l'université disciplinaire, etc...), ne désigne que les renversements d'alliance successifs que nous avons opérés dans cette double bataille, nous gardant à gauche pour frapper à droite, et réciproquement.

La médiation organisationnelle par laquelle passait alors notre projet politique fondamental : construction de notre courant de masse à l'université, condition sine-qua-non de la reconstitution du mouvement étudiant, sous notre hégémonie— était les comités de lutte locaux et conjoncturels.

La restructuration du mouvement étudiant sous notre hégémonie impliquait au préalable la *destruction du mouvement étudiant traditionnel (dislocation de l'UNEF) et la décomposition du courant spontex.*

La structure des comités de lutte conjoncturels constitue la solution adéquate du premier objectif : les contradictions entre les diverses composantes de l'UNEF n'avaient pas encore conduit à l'éclatement, mais s'exprimaient néanmoins avec vigueur. La concurrence était ouverte entre l'UNEF-Renouveau et l'UNEF du Bureau National (PSU). Mais en pointillés se dessinaient déjà l'UNEF-Front-Uni (HR) et l'UNEF-Unité (AJS). Chacune de ces tendances entraînait en lice pour son propre compte et craignait de travailler pour autrui. Dans les situations (fréquentes) où le rapport de forces était incertain, la solution des comités de lutte (apparemment neutre) pouvait s'imposer comme un moindre mal. De même que la République parlementaire était la forme de gouvernement qui divisait le moins les orléanistes et les légitimistes, sous la 3ème République, de même, les comités de lutte conjoncturels constituaient la forme d'organisation de base qui divisait le moins les diverses composantes politiques du mouvement étudiant. De toutes ces composantes, c'est bien évidemment nous qu'elles avantageaient le plus, dans la mesure où elles permettaient de catalyser la crise de l'UNEF tout en liquidant d'ores et déjà le sigle dans l'animation des luttes.

Les comités de lutte conjoncturels ont été les CONTRE-FEUX qui nous ont permis de FAIRE PIÈCE au mouvement étudiant traditionnel, à travailler à sa dislocation, tout en accumulant des forces militantes et en constituant hors des cadres traditionnels ou spontex, les véritables structures de mobilisation.

Si les CL avaient pour fonction de constituer l'UNEF en structure de crise du mouvement étudiant, et déplacer ainsi hors du « syndicat » le cadre de mobilisation réel, le projet de « Front des organisations révolutionnaires contre l'Université disciplinaire » était lui, consciemment tourné contre les anarcho-spontex et toute l'ultra-gauche universitaire. La nécessité d'isoler et de défaire

politiquement l'ultra-gauche s'est imposée en février-mars 69, lors du tournant GP vers la « Nouvelle Résistance » et la fascination qu'il exerça sur tous les groupes maoïstes, (notamment VLR).

D'où l'idée de constituer un centre d'initiatives et de mobilisations national, au moyen d'un cartel d'organisations politiques opposées au putschisme (Ligue Communiste, PSU, AJS, AMR, etc ...). Si, pour ravir l'initiative politique aux composantes de l'UNEF, les comités de lutte conjoncturels convenaient parfaitement, pour ravir l'initiative aux courants ultra-gauchistes, il fallait se doter de structures centralisées, permettant des réactions rapides d'envergure nationale.

On sait que cette seconde « médiation organisationnelle » s'est soldée par un échec : deux des forces du cartel avaient des projets stratégiques incompatibles (LC et AJS). Quant au 3ème, (PSU), il se crispait encore sur l'appareil de l'UNEF, qu'en dépit d'un congrès éloquent il espérait sauvegarder. Le Front contre l'Université disciplinaire se disloqua donc quelques temps après son initiative réussie : le meeting contre la répression à Nanterre (6 mars 69).

b) Perspective du mouvement national des comités de lutte.

Le problème se pose très différemment cette année. En milieu étudiant, le paysage politique change très vite : après la pulvérisation d'HR, après la scission du PSU décomposé, la rupture entre l'UEC et l'AJS est inéluctable au terme d'un violent affrontement. Le premier obstacle sur la voie de la réalisation de notre projet stratégique est levé : le mouvement traditionnel (UNEF) est décomposé.

Quant au second obstacle, le courant ultra-gauchiste, le reflux de la vague spontex le laisse considérablement affaibli et désorienté.

Par ailleurs, la conjoncture politique et universitaire se prête à merveille à la ligne de l'Université Rouge et offre inversement peu de prise au réformisme et au « syndicalisme » étroit.

Les transformations profondes survenues sur le champ politique universitaire permettent et exigent que nous franchissions un grand pas en avant dans la réalisation de notre projet stratégique.

Les médiations organisationnelles mises en place en 1969-70, les comités de lutte conjoncturels, sont désormais surannées. Leur fonction n'a plus d'objet. Désormais, le champ est libre pour la construction d'un mouvement de masse en milieu étudiant sous notre hégémonie politique.

La construction d'un tel mouvement, non pas un vague courant type organisation des CA, mais d'un mouvement politique de masse politiquement délimité par une plate-forme, organisé et centralisé nationalement, avec son autonomie financière, ses directions élues, ses assises et congrès nationaux, etc...non seulement est désormais possible mais ne saurait être longtemps différée. Si nous n'exploitons pas, à fond, maintenant, la déconfiture de nos adversaires politiques, si nous ne concrétisons pas le rapport de force présent sur le plan organisationnel, en construisant solidement notre pôle politique à l'université, le rapport de force se dégradera à nouveau, nos adversaires retrouveront leur « 2ème Souffle », nous aurons laissé échapper une occasion infiniment propice au triomphe de notre projet politique.

Pour bien comprendre la perspective du mouvement national des comités de lutte, il faut comprendre d'abord la fonction qu'assumaient les CL dans notre projet d'ensemble. Les CL n'ont jamais représenté pour nous une panacée universelle ou une structure de mobilisation idéale —au contraire—. Nous